

İTA

BÜLTEN BULLETIN

İFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M.WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
COMPTE DE BANQUE: BBL: 310-0148714-02

Reproduction de nos
articles autorisée
avec la mention de
la référence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
4ème année - Décembre 1979
Français 38
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB

TERREUR SUR LES HAUTEURS D'ANKARA

ANKARA (ITA) -
Le nouveau gouvernement
de droite de Süleyman
Demirel, sous prétexte
de "lutter à outrance
contre les forces
démocratiques et
progressistes
de Turquie.
Dans ce but,
il truffe l'appareil
de l'état
d'éléments
d'extrême-droite
et il change
la législation. ./.



"Lors des manifestations qui avaient lieu le 24 décembre 1979 dans plusieurs grandes villes de Turquie (Ankara, Istanbul, Izmir...) pour commémorer les massacres de Kahramanmaraş (Voir: BULLETIN, janvier 1979), l'armée a tiré sur la foule. Sept manifestants ont été tués. En outre, les autorités de l'état de siège ont procédé à 5000 arrestations."

Tel était le bilan de la répression déclenchée par la police et l'armée turques sous le gouvernement de Demirel.

D'abord, le 5 décembre 1979, le Premier Ministre Demirel eut une entrevue de dix heures avec le chef de l'état major général, les commandants des Forces armées et les commandants de la loi martiale. Après avoir passé en revue l'exercice de la loi martiale jusqu'à ce jour, il déclara: "Notre tâche principale est de restaurer la loi et l'ordre en Turquie, de mettre à l'abri d'une manière absolue la vie et la propriété et d'empêcher l'effusion de sang. Nous sommes convaincus que les Assemblées, la nation et la presse nous prêteront main forte."

Soulignant qu'il a observé la détermination et l'ardeur des commandants de la loi martiale, il ajouta: "Les commandants de la loi martiale seront pourvus du soutien nécessaire et toutes les institutions les assisteront. L'acte sur la loi martiale sera amendé dans ce sens et notre pays sera délivré du mal."

Rappelons que 19 des 67 provinces de Turquie sont sous le régime de la loi martiale depuis 12 mois. Pendant la période du Gouvernement Ecevit, Demirel et d'autres politiciens d'extrême-droite prétendaient que les pouvoirs des commandants de la loi martiale avaient été réduits par le Premier Ministre Ecevit et que c'était pour cette raison qu'ils n'ont pas été capables de venir à bout du terrorisme. C'est pourquoi le Parti de la Justice (AP) de Demirel avait toujours voté contre la prolongation de la loi martiale.

Quand vint au pouvoir, l'une des premières décisions de son gouvernement fut d'accroître l'autorité des commandants de loi martiale.

Après avoir pourvu les commandants de la loi martiale de pouvoirs plus étendus et prolongé la période d'application de ce régime de deux mois, le gouvernement eut recours à une autre opération administrative en changeant les gouverneurs des 67 provinces du pays et également les chefs de la sécurité de 44 grandes villes.

Selon le journal Cumhuriyet, de nouvelles nominations ont été décidées par le trio composé de l'ex-général Faik Türün, ancien commandant de loi martiale connu sous le nom de "boucher", de l'ancien gouverneur Ömer Naci Bozkurt et de l'ancien chef de la police, Gültekin Kızıllık, tous trois actuellement parlementaires du Parti de la Justice et promoteurs très ardents de toutes les pratiques anti-démocratiques.

Après avoir remanié l'appareil de l'état, le gouvernement de Demirel décida de demander à l'Assemblée Nationale de faire passer un acte établissant les Cours de Sécurité de l'Etat qui seraient spécialisées dans les cas ayant trait à la sécurité de celui-ci. Des cours semblables avaient déjà été créées il y a quatre ans, mais sous la pression des forces démocratiques, la Cour de la Constitution les avait déclarées inconstitutionnelles. Le gouvernement de Demirel tente de rétablir ces tribunaux extraordinaires composés de trois juges civils et de deux juges militaires.

Ainsi, s'ajoutant aux tribunaux militaires de loi martiale, ces cours extraordinaires pourront aussi juger toute personne accusée de menacer la sécurité de l'état. La pratique précédente de ces cours extraordinaires a montré qu'elles ne jugeraient pas seulement les personnes accusées d'actes terroristes, mais aussi tous les leaders des travailleurs, les intellectuels socialistes, les journalistes, les artistes accusés de violer les articles 141 et 142 du Code Pénal Turc. Ces articles, empruntés au code pénal de Mussolini il y a 43 ans condamnent à un emprisonnement pouvant atteindre 15 ans quiconque mène de la propagande ou du travail d'organisation en faveur de la classe ouvrière ou de minorités nationales en Turquie.

L'enveloppe de "mesures contre le terrorisme"

Le gouvernement de Demirel révéla aussi qu'il soumettrait au Parlement une enveloppe de "mesures contre le terrorisme": ./.

1. L'amendement de l'Acte sur les Fonctions et l'Autorité de la Police: Il autorisera la police à entrer dans n'importe quelle résidence et à chercher n'importe qui sans avoir obtenu d'autorisation de tribunal.

2. L'amendement de l'Acte sur les administrations Provinciales: Il autorisera les gouverneurs des provinces et des districts à faire appel à l'armée pour établir la loi et l'ordre dans leurs régions.

3. L'amendement de l'Acte sur les Rassemblements et Défilés: Il autorisera les administrateurs à ajourner n'importe quel rassemblement et à changer, même au dernier moment, la direction d'un défilé.

4. L'amendement de l'Acte sur les Associations: Il empêchera les employés de l'état de former des associations et interdira celles qui sont déjà formées par les employés de l'état. Les activités des organisations estudiantines seront limitées aux domaines du sport et des loisirs.

5. L'amendement du Code Pénal Turc: En ajout aux articles 141 et 142 du Code Pénal Turc, des châtements pour les "crimes" contre l'Etat et les libertés individuelles seront aggravés.

Le Ministre de l'Intérieur Mustafa Güllügil a déjà fait comprendre clairement que la cible visée par ces mesures était la Gauche. Après la constitution d'un dossier par le Directoire Général de la Sécurité, Güllügil déclara qu'il y avait actuellement en Turquie 47 organisations ou fractions terroristes clandestines en action. Il affirma que le nombre des organisations clandestines luttant pour l'établissement d'un Etat Kurde indépendant dans l'Anatolie orientale avait atteint dix; que 24 "organisations terroristes" visaient à établir un régime socialiste ou communiste par la lutte armée, et que 11 organisations désiraient introduire "l'ordre shariat" (autorité de la religion). Quant aux organisations d'extrême-droite, le Ministre de l'Intérieur n'en mentionne que deux: L'Armée pour la Libération des Turcs Asservis (ETKO) et la Brigade de la Vengeance Turque (TIT), alors que les principaux instigateurs et exécutants de la terreur politique en Turquie ont toujours été les organisations d'extrême-droite telles que le Parti d'Action Nationaliste (MHP) de l'Ex-colonel Türkeş, de tendance fasciste et ses organisations secondaires: à côté du ETKO et du TIT, les Commandos Turcs de Tonnerre (TYK), les Clubs de l'Idéal (ÜO) et l'Association de la Jeunesse Idéliste (ÜGD).

Bien que les organisations clandestines de gauche ayant recours à la terreur armée soient nombreuses, elles sont complètement dispersées à cause de conflits internes ou des provocations. Les organisations terroristes d'extrême-droite, par contre, sont dirigées par un seul chef: L'ex-colonel Türkeş!



DEMIREL ET TURKES
Sainte alliance contre la Gauche



Malgré ce fait, les nouvelles mesures prennent pour cible, non pas le Parti d'Action Nationaliste et ses organisations parallèles, mais uniquement les organisations de gauche et le peuple, parce que Demirel a formé son gouvernement actuel grâce au soutien du Parti d'Action Nationaliste. Il a d'ailleurs déjà payé le prix de ce soutien en nommant de nombreux "Loups Gris" à des postes importants dans l'appareil de l'état.

Au cours du débat sur les nouveaux projets, le Gouvernement Demirel trouvera l'appui parlementaire le plus manifeste chez les députés de l'ex-colonel Türkeş.

Un autre appui aux nouveaux projets sera donné par le Parti du Salut National de Necmettin Erbakan; mais celui-ci déclara qu'il n'appuierait l'ensemble des mesures contre le terrorisme que si les crimes concernant les activités religieuses seraient laissés hors de la compétence des cours de sécurité d'Etat.

L'auteur des projets anti-démocratiques: Gouvernement d'Ecevit

Interrogé au sujet de son opinion sur les nouvelles mesures contre le terrorisme que le gouvernement allait soumettre au Parlement, M. Ecevit, Président du Parti Républicain du Peuple (CHP) déclara: "Nous examinerons ces projets en accord avec notre conception démocratique et nous mettrons ensuite nos opinions aux voix."

Cette position modérée d'Ecevit ne surprend pas tellement ceux qui sont conscients du fait que ces projets anti-démocratiques étaient déjà envisagés par le Gouvernement Ecevit lui-même pendant qu'il était au pouvoir. Le journal Hürriyet publia les nouvelles concernant l'enveloppe de mesures sous le titre suivant: "Le Parti de la Justice adopte l'enveloppe de mesures préparées par le Parti Républicain du Peuple". Alors, l'administration du CHP ne peut pas refuser directement toutes ces mesures projetées par le gouvernement du Parti de la Justice.

Par ailleurs, la "stratégie d'opposition" que l'administration du CHP décida de poursuivre dans la période nouvelle est marquée aussi par l'influence de la position d'Ecevit, s'appuyant sur la droite. Voici le texte de cette stratégie d'opposition:

"La différence entre la conception de gauche du CHP et celle des organisations de gauche à l'extérieur du CHP doit être soulignée. Adoptant une attitude active, il ne doit pas se tenir sur la défensive en ce qui concerne sa politique démocratique de gauche et il doit essayer d'expliquer le réalisme, l'efficacité et la justesse de cette conception. Il doit prendre une position franche contre la conduite anti-démocratique venant des organisations de gauche à l'extérieur du CHP.

"Il doit poursuivre sa lutte démocratique efficace contre le séparatisme ethnique et sectaire.

"Le CHP doit poursuivre sa lutte démocratique et pacifique dans le but d'éloigner de la société les activités terroristes anti-démocratiques et les actions provocatrices. Le CHP doit accorder de l'importance à la lutte légale contre le terrorisme et l'oppression."

En se conformant à ces principes, l'administration du CHP semble soutenir bon nombre des mesures anti-démocratiques introduites par le gouvernement Demirel. Le Secrétaire général du CHP Mustafa Ustündağ déclara le 10 décembre 1979 que le parti soutiendrait le projet sur l'établissement de cours de sécurité de l'état de même que d'autres mesures contre le terrorisme si le gouvernement prenait en considération quelques réserves du CHP; L'une de ces réserves se rapporte à la procédure de nomination des juges civils et militaires des cours de sécurité de l'état.

Néanmoins, les députés du CHP ne partagent pas la position d'Ecevit, s'appuyant sur la droite. L'aile gauche du parti manifesta son opposition à l'acte sur l'établissement des cours de sécurité de l'état, considérant que la formation de ces cours serait une violation de la Constitution.

D'autre part, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP), le Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP) et la Confédération des Syndicats Progressistes de ./.

Turquie (DISK) ainsi que toutes les autres organisations démocratiques ont déjà manifesté leur opposition à de nouvelles mesures répressives et ont affirmé leur volonté d'avoir recours à toutes les voies démocratiques de résistance pour empêcher la promulgation de nouveaux projet de loi. (C-M-DN-DG-ET-25/12)

LES INTELLECTUELS PROGRESSISTES DE TURQUIE SONT TUES L'UN APRES L'AUTRE

ANKARA (ITA) - Après la formation du gouvernement de droite de Demirel, la violence politique est devenue plus intense et, endéans seulement 19 jours, 160 personnes ont perdu la vie. Ainsi, la moyenne quotidienne d'assassinat politiques a atteint huit. Le 10 décembre 1979, le nombre total des victimes de la terreur s'élevait à 2430.

L'assassinat du Professeur d'université Cavit Orhan Tütengil, le 7 décembre 1979 a montré clairement que les escadrons de tueurs d'extrême-droite visaient à la liquidation de tous les intellectuels progressistes. Ce jour-là, le Professeur Tütengil qui enseignait à la Faculté d'Economie de l'Université d'Istanbul, tomba dans une embuscade dressée par trois tueurs en face de sa maison, alors qu'il quittait celle-ci pour se rendre à l'Université.

En deux ans, les "Loups Gris" ont assassiné sept professeurs d'Université:

Orhan Yavuz, de l'Université d'Erzurum (le 21 juin 1977), Bedrettin Cömert, de l'Université de Hacettepe (le 11 juillet 1978), Bedri Karafakioglu, de l'Université technique d'Istanbul (le 20 octobre 1978), Necdet Bulut, de l'Université de Karadeniz (le 26 novembre 1978), Fikret Ünsal, de l'Université d'Adana (le 12 septembre 1979), Ümit Yaşar Doğanay, de l'Université d'Istanbul (le 20 novembre 1979).

En outre, les "Loups Gris" blessèrent par balles le professeur d'université Server Tanilli le 8 avril 1978 à Istanbul. A la suite de cette attaque, le professeur Tanilli resta paralysé et est encore en traitement en Allemagne Fédérale.

D'autre part, le Directeur de l'Education Nationale à Istanbul révéla que 15 professeurs d'école supérieure ont été tués par des terroristes politiques au cours d'un an.

Le député du Parti Républicain du Peuple Rahmi Kumaş soumit au Parlement une interpellation écrite demandant au Ministre de l'Intérieur de donner des informations au sujet de l'existence d'une "Liste Noire" contenant les noms d'intellectuels progressistes.

Selon des nouvelles parues dans le journal Cumhuriyet du 26 novembre 1979, le Ministre de l'Intérieur aurait envoyé à tous les gouverneurs une lettre circulaire datée du 24 septembre 1973 et numérotée Em.Sb.I.88175, déclarant que les dirigeants du Parti d'Action Nationaliste auraient dressé une "Liste Noire" de 120 noms, de personnes à abattre une par une.

Le journal prétend que parmi les auteurs de la "Liste Noire" se trouverait aussi Sadi Somuncuoglu, l'actuel vice-président et parlementaire du MHP.

Au cours des obsèques du Professeur Tütengil il y eut de nouveaux incidents sanglants. Les forces de sécurité ne voulurent pas permettre à la foule de participer aux funérailles et ouvrirent un feu à blanc en l'air. Ensuite quelques groupes armés furent entraînés dans une échauffourée avec les forces de sécurité; une personne fut tuée et un certain nombre de personnes furent blessées.

La Turquie a aussi été le théâtre de deux autres massacres au cours du mois dernier. Des tireurs non-identifiés ont fait un raid contre un café à Kayseri, le 28 novembre 1979 et tué dix personnes. Le 5 décembre 1979, une famille Alevite de huit personnes fut brûlée dans sa maison par des militants d'une secte religieuse hostile, à Kırıkhan.

Ci-dessous, la liste chronologique des assassinats du mois passé:

22 NOV: Ali Algur, le dirigeant du MHP Meriç Dikici (Istanbul), Şakir Balta (Uşak) le policier Tuncay Polat, Mehmet Bilir et l'ouvrier Mehmet Kök (Gaziantep), un inconnu (Adıyaman), Enver Kocaman, de droite (Artvin), İlhami Gökkoça (Mersin), Rıza Dursun et Mehmet Kurt (Diyarbakır), Arslan Demir, de droite (Ordu), l'avocat Kazım İnceler (Adana), Yüksel Mutlu (Artvin)

- 23 NOV: L'ouvrier Ömer Gürpınar et İsmail Baş, de gauche (Istanbul), Sabahattin Köse (Trabzon)
- 24 NOV: İsa Demirbaş, de gauche (Samsun), le gardien Nimet Yıldız, Nuri Sansar et Şakir Karadeniz (Diyarbakır), le gardien de prison Ali Tekin (Aydın) Mürsel Bal, Şener Özyurt et un inconnu (Ankara), l'ouvrier Mustafa Topçu (Gaziantep), l'étudiant Abdülvahap Akman (Nusaybin), le policier Haydar Fırat (Kilis), Hulusi Altın (Kayseri)
- 25 NOV: Mustafa Sarıtaş, de gauche (Ankara), le policier Osman Başaran (K.Eli)
- 26 NOV: L'ouvrier Osman Dikici, Yılmaz Demir, Ersen Gündüz, l'ouvrier Mustafa Çaldıran, l'enseignant Ali Yılmaz (Istanbul), l'ouvrier de gauche Hüseyin Aslan (Malatya), l'étudiant de gauche Durdu Cincik (Adana), l'étudiant de gauche Recep Önemli, le membre du CHP Hüseyin Akbaş, l'enseignant de droite İlyas Erşahin (Ankara), Ahmet Yılmaz (Antalya), le comptable Kutlay Demirkagan (Kayseri), Mehmet Bal, de gauche (Yahyalı), l'étudiant Mustafa Kaymaz (Diyarbakır)
- 27 NOV: Les étudiants de gauche Kubilay Yeşilkaya et Enver Er (Istanbul), Cafer Ince (Tarsus), l'étudiant Halil Koca (Manisa), Mahmut Koyuncu, de droite (Urfa), le policier Halil Öz (Kahramanmaraş), le pharmacien Muhittin Dönmez (Antakya), Mehmet Akkoyunlu et Ali Balık (Antalya), un tireur inconnu (Erzurum), Selim Candemir (Ağrı), İsa Demirbaş (Samsun)
- 28 NOV: Mustafa Erdoğan, Mustafa Sarıköse, Hacı Büyükelbaşı, Sadullah Yıldız, Ahmet Erdoğan, Mustafa Öztaş, Refik Albayrak, Süleyman Toprak, Deniz Aydın, Hacı Palu (Kayseri), l'étudiant Ahmet Şenocak (Urfa)
- 29 NOV: L'industriel de droite Nusret Sever et le membre du TIP İsmail Cıvlek (Istanbul), l'étudiant Şerafettin Özdeş (Ankara)
- 30 NOV: L'ouvrier de droite Salahattin Şimşek (Istanbul), Mehmet Koşmaz (Manisa) Ahmet Usta (Trabzon)
- 1 DEC: Le forgeron Muzaffer Baş, le marchand Gürkan Topaydın, les épiciers Ali Rıza Saral et Muammer Hanefi Şatoglu, l'ouvrier Baysal Şen (Istanbul), Vahdettin Karaagaç (Uşak), Mehmet Baysal, de droite (Urfa)
- 2 DEC: Muharrem Engin, de gauche (Istanbul), Kadir Kandemir, Nevzat Kandemir, Abdullah Sadıç, Yusuf Altındaş, Vahdettin Güngör (Izmit)
- 3 DEC: Les ouvriers Muhsin Çetinkaya et Cevat Toptaş (Ankara), Kemal Fedai Coşkuner, journaliste de droite (Izmir), Mehmet Beyrat, Mehmet Mermertaş (Urfa), Ursel Balan (Elazığ), Yüksel Elifoglu, passant de 8 ans (Giresun), l'ouvrier Metin Avcı (Eskişehir), l'employé municipal Mürsel Baloglu (Elazığ)
- 4 DEC: Le chauffeur de bus Cengiz Koşdağ (Istanbul), Sedat Güngör (Ankara), l'étudiant Osman Bereket (Urfa), l'étudiant de gauche M.Salih Eren (Diyarbakır), l'étudiant İrfan Yücel (Adana), le président local du AP Muhip Işık (Kars), Necati Yeşilçimen (Mersin)
- 5 DEC: L'avocat Hüseyin Akizüm, dirigeant local du MHP (Ankara), les employés de l'état Şevket Çelikkanat et Zeki Bakır, İsmet Demirhan, de droite (Antalya), Yavuz Kargın, les passants Ünal İşler et Güngör Kızılkaya (Istanbul), l'ingénieur de gauche Bekir Kulaksız (Diyarbakır), le membre du Genç-Öncü Muharrem Vural (Amasya), Hatice Akarsu, Hanifi Akarsu, İsmail Akarsu, Fatma Akarsu, Ali Akarsu, Bayram Akarsu, Şengül Akarsu (Kırıkhan)
- 6 DEC: Le chef de police Hilmi Kaya, le gendarme Mustafa Çelemlı (Istanbul), le directeur d'école İsmail Pekdemir (Antakya), Dursun Gülbağ (Ankara), Sakinc Kamalak (Adana), le chauffeur de taxi Bahattin Ekdelen et l'enseignant Cafer Ince (Mardin), Muhittin Demirhan (Ağrı)
- 7 DEC: Le professeur d'université Cavit Orhan Tütengil, l'étudiant Mustafa Topal (Istanbul), Turan Özkorta (Adana), le banquier Mustafa Özdemiroglu (Izmir), le mécanicien Rahmi Altıntaş (Ankara)
- 8 DEC: Hüseyin Gündoğdu, de gauche, le policier Cemil Mengü (Istanbul), l'étudiant Murat Kürekçi (Ankara), Bahri Çakır (Tokat), l'ouvrier Abdullah Korkmaz (Kayseri), l'ouvrier Muhittin Kılıçdoğan (Malatya), le marchand Abdülkerim Demir et le paysan Hasan Özgül (Siirt), Ali Özcan (Antalya)
- 9 DEC: L'ouvrier Yüksel Yeşilyurt et le passant Hüseyin Efe (Istanbul), l'ouvrier Necati İçen (Malatya), l'étudiant Naci Altınalan (Adana), le poli-

10 DEC: L'étudiant de droite Ali Kemal Cin (Rize), le chauffeur de taxi Enver Yavuzdemir (Artvin), un inconnu (Kayseri), l'épicier de gauche Raşit Şen (Istanbul), Ali Bozkurt, Hasan Şahin et le chauffeur de taxi Nail Karakaş (Ankara), l'enseignant Ömer Aslan (Malatya), le policier Seyfi Polat (Adana). (C-M-DN-DG-12/12)

TERREUR DES "LOUPS GRIS" EN ALLEMAGNE FEDERALE

FRANCFORT (ITA) - Le 27 novembre 1979, les "Loups Gris", commandos paramilitaires du Parti d'Action Nationaliste (MHP), ont blessé deux ouvriers qui refusaient de prendre les tracts qu'ils distribuaient. Les deux blessés, Hasan Taşkın et Hasan Erdogan, sont membres de la Fédération des Associations Progressistes Populistes (THDF), une organisation parallèle du parti d'Ecevit.

À la suite de cet incident, la police allemande rechercha le quartier général des "Loups Gris" en Allemagne Fédérale (le TÜRK-FEDERASYON) à Francfort et arrêta le président de leur association locale et un autre suspect.

Les organisations progressistes turques et allemandes à Francfort organisèrent une conférence de presse et plus tard une manifestation demandant le banissement des organisations des "Loups Gris" en Europe.

D'autre part, certains indices laissent supposer que le terroriste d'extrême-droite Mehmet Ali Agca s'est échappé de Turquie et exerce son activité parmi les "Loups Gris" en Europe.

Agca, passible de la peine de mort comme suspecté du meurtre de l'éditeur en chef du journal Milliyet, Abdi İpekçi, s'évada d'une prison militaire d'Istanbul. Des fonctionnaires croient qu'Agca fut aidé par quelques officiers de l'armée dans sa discrète évasion.

Récemment, le 15 décembre 1979, au cours d'un incident entre des étudiants turcs de gauche et de droite à Paris, des tireurs ouvrirent le feu sur les étudiants de gauche, dans un café, blessèrent cinq d'entre eux de même que trois serveurs français. Des rumeurs circulent selon lesquelles cette embuscade aurait été combinée et dirigée par Agca, mais ceci n'a pas encore été confirmé par les autorités de la police. (C-M-P-DG-17/12)

NOUVELLES SENTENCES DE MORT EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Une cour de loi martiale turque condamna à mort quatre guérilleros palestiniens qui s'étaient emparés de l'Ambassade d'Égypte à Ankara par une attaque sanglante, le 13 juillet 1979 et qui avaient gardé le personnel de l'ambassade comme otages pendant deux jours. La cour les reconnut coupables de meurtre avec préméditation, de violation du territoire d'une légation étrangère et de fraude d'armes à feu.

La Cour de Loi Martiale d'Ankara a condamné à mort douze personnes au cours de dix mois. (Au sujet d'autres condamnations, voir Bulletin d'octobre 1979). (DN-DG-15/12)

REPRESENTATION D'UN BALLET INTERDITE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - De nouveaux administrateurs de droite nommés aux institutions culturelles ont entamé une campagne visant à empêcher la publication ou la représentation d'œuvres progressistes.

Un ballet monté au Théâtre d'État de Ballet à Ankara par des artistes soviétiques et turcs a été interdit après le gala. Il était basé sur le thème de "Ferhat et Şirin", œuvre du célèbre poète turc Nazim Hikmet. (C-M-DG-15/12)

UNE DELEGATION TURQUE PARTICIPA A LA REUNION ANTI-MISSILES A BRUXELLES

BRUXELLES (ITA) - Une délégation turque pour la paix composée de représentants de l'Association Turque pour la Paix, du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et du Parti Ouvrier Socialiste de Turquie (TSIP) a participé à la manifestation organisée par le Comité National d'Action pour la Paix et le Développement (CNAPD) à Bruxelles le 9 décembre 1979. Des milliers de travailleurs turcs et kurdes participèrent également à cette manifestation contre l'installation de nouveaux missiles nucléaires en Europe.

Les membres de la délégation turque expliquèrent aux organisateurs de la manifestation la campagne menée par les forces démocratiques en Turquie contre les nouveaux projets militaires des USA et de l'OTAN. La délégation turque envoya également un télégramme au Premier Ministre belge, lui demandant de ne pas accepter l'installation de missiles nucléaires en Belgique.

A la manifestation, Yavuz Çizmeçi, représentant du Parti Ouvrier de Turquie, au nom de la délégation turque, prononça l'allocution suivante:

"Comme les forces et les militants de la paix en Turquie et au nom des représentants de l'Association pour la Paix de Turquie, du Parti Ouvrier de Turquie, du Parti Ouvrier Socialiste de Turquie, nous saluons fraternellement tous les partisans de la paix de Belgique, d'Europe et de Turquie présents à cette manifestation.

"Nous vivons dans un monde dans lequel de nouvelles tempêtes de guerre froide s'accumulent à nouveau. Grâce à la valeur et au dur labeur des forces de la paix du monde, des pas vers une paix forte et durable sont faits dans les domaines politiques et militaires. Mais l'établissement de missiles Pershing-2 et Cruise par les USA en Europe trouble cette paix dans le monde et en Europe. Pour nous, l'argument qu'on invoque en faveur des missiles, la menace soviétique, est une histoire fausse et ancienne. Nous, en tant que forces de la paix de Turquie, nous nous opposons fermement à l'installation de ces missiles dans quelque pays d'Europe que ce soit, y compris la Belgique.

"En Turquie, pour nous opposer à ces missiles, nous organisons des marches, des manifestations et envoyons au quartier général de l'OTAN des milliers de cartes postales protestant contre les missiles.

"Nous sommes avec vous, avec le peuple de la Paix de Belgique, avec le peuple de la paix d'Europe, contre les missiles américains Pershing-2 et Cruise et contre l'armement. Et nous faisons appel à tous les peuples du monde qui sont en faveur de la paix, leur demandant de soutenir ces activités."

(YÇ-DG-DR-ET-10/12)

POUR CONNAITRE LES FAITS DE TURQUIE

L'AGENCE INFO-TÜRK est un collectif d'édition créé et pris en charge par des progressistes de Turquie à l'étranger. Elle publie les BULLETINS mensuels en quatre langues (français, anglais, allemand et néerlandais) pour informer l'opinion mondiale des problèmes et des luttes du peuple de Turquie, et un autre BULLETIN en langue turque sur les problèmes des travailleurs turcs émigrés.

ABONNEMENT ANNUEL POUR CHAQUE LANGUE

200 FB en Belgique
250 FB à l'étranger

Virement ou mandat de poste au compte de banque suivant:

INFO-TÜRK
BBL 310-0148714-02
13/2, Square Wiser - 1040 Bruxelles - BELGIQUE